

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 16/11/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### Carrières LAFITTE (ISDI)

Lieu dit Touya  
40500 Cauna

Références : -

Code AIOT : 0005213833

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement Carrières LAFITTE (ISDI) implanté ISDI de Saint-Geours-de-Maremne Lieu dit Cérès 40230 Saint-Geours-de-Maremne. L'inspection a été annoncée le 18/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières LAFITTE (ISDI)
- ISDI de Saint-Geours-de-Maremne Lieu dit Cérès 40230 Saint-Geours-de-Maremne
- Code AIOT : 0005213833
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Carrières LAFITTE exploitait une ISDI sur la commune de Saint-Geours-de-Maremne (40230) sise lieu-dit Cérès au 741 rue des Pyrénées, section AZ, parcelle n° 29, dont l'exploitant est propriétaire. Cette exploitation a fait l'objet d'un arrêté d'autorisation en date du 26 septembre 2008 pour une durée de 15 ans (fin d'exploitation 2023) sous la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement. Le site accueille également des activités relevant de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées (récépissé de déclaration n° 01399 du 26 août 2004).

Rubrique	Installations et activités concernées	É l é m e n t s caractéristiques de l'installation	Régime / Classement
2760-3	Installation de déchets. 3 - Installation de stockage de déchets inertes	Capacité maximale = 225 000 m <sup>3</sup> Durée = 15 ans	Enregistrement <i>AM du 12/12/2014</i>
2515-2b	2. Installations de broyage, concassage, criblage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes extraits ou produits sur le site de l'installation, fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, est supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 350 kW	Puissance installée des machines = 194 kW	Déclaration <i>AM du 30/06/1997</i>

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Chapitre IV – Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 26/06/2008, article 4.2 et 4.3 de l'annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
4	Mise à jour du classement des activités du site	Code de l'environnement du 26/08/2004, article Annexe à l'article R. 511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Chapitre I : Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	Sans objet
2	Chapitre I : Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 26/06/2008, article 2.8 de l'annexe I	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) est échue depuis fin 2023. Même si l'exploitant maintient une activité de valorisation de matériaux sur ce site, il doit procéder à la cessation d'activité de l'ISDI conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-25 et suivants du Code de l'environnement.

Aussi, il procède sous deux mois à la notification de cessation de cette activité, produit sous trois mois un plan topographique correspondant à l'état final de cette activité et précise sous le même délai les modifications apportées aux conditions de remise en état telles que prévues initialement.

Concernant l'activité de valorisation de matériaux, l'exploitant justifie le régime de classement au titre de la rubrique 2515 (installation de broyage, concassage..) à l'aide de la ou des plaques d'identification des machines fonctionnant sur la parcelle 29, section AZ.

Il précise également les surfaces de transit et de regroupement des matériaux inertes en attente de valorisation ou valorisés, cette activité étant susceptible de relever de la rubrique 2517 (station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes) de la nomenclature des installations classées.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Chapitre I : Dispositions générales

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8

<b>Thème(s) :</b> Autre, Entretien des abords
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.
<b>Constats :</b>  L'exploitant réalise à chaque printemps un nettoyage et débroussaillage des abords de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Chapitre I : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2008, article 2.8 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le suivi de la nappe phréatique sera réalisé à partir de <b>piézomètres</b> situés en <b>amont et aval du plan d'eau</b> dont l'installation et l'entretien sont à la charge du pétitionnaire. La <b>mesure de la hauteur d'eau dans les piézomètres sera réalisée tous les 6 mois</b> . Les résultats seront archivés sur le site de stockages de déchets inertes et communiqués annuellement à l'administration compétente. En cas de doute sur une pollution du plan d'eau liée au stockage de déchets inertes, l'administration pourra demander au pétitionnaire de réaliser des analyses qualitatives de la nappe à ses frais.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un tableau avec les relevés semestriels des piézomètres pour la période de 2020 à ce jour. Ce tableau met en évidence l'évolution de la nappe phréatique selon les cycles saisonniers de recharge (montée en hiver/printemps) et de décharge (baisse en été/automne). Les données suggèrent une hétérogénéité des niveaux piézométriques sur le site. La majorité des paramètres contrôlés est en-deçà des seuils de détection. Aucune anomalie n'est identifiée. Des traces en HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) sont toutefois relevées sur l'ensemble des piézomètres. Aucune dégradation significative n'est identifiée. L'exploitant maintient une surveillance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Chapitre IV – Remise en état du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2008, article 4.2 et 4.3 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Remise en état du site

**Prescription contrôlée :**

#### **4.2. Aménagements en fin d'exploitation**

Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site (agriculture, loisirs, construction...) et notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. La remise en état est réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation.

Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation doit prendre en compte l'aspect paysager.

#### **4.3. Plan topographique**

A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au Préfet un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500<sup>ème</sup> qui présente l'ensemble des aménagements du site (végétation, etc.).

Une copie de ce plan du site est transmise au maire de la commune d'implantation de l'installation et au propriétaire du terrain si l'exploitant n'est pas le propriétaire.

**Constats :**

#### **4.2. Aménagements en fin d'exploitation**

Dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de l'installation de stockage de déchets inertes n° 03 04 4550 - avril 2008 (onglet « Conditions de remise en état - Page 36 du dossier), il est détaillé :

1. **la méthode** : cote de remblayage atteinte, une couche de 15 à 20 cm de terre végétale + plantation d'essences locales ;
2. **l'aspect visuel et paysager** : faible décaissé par rapport au terrain voisin de 8 m en moyenne ;
3. **le plan de remise en état** : plan topographique du site ;
4. **la vocation ultérieure du site ainsi qu'un plan d'état final** : remblayage total, régalaie de terre végétale, ensemencement et plantation d'arbres et arbustes. La gestion sera assurée par la SAS Carrières LAFITTE.

#### ***Le constat***

Les travaux d'enfouissement de la parcelle de l'ISDI sont terminés. L'aménagement de fin d'exploitation tel que défini dans le dossier d'aménagement n'a pas été mis en œuvre. Cette plateforme sert actuellement de zone de recyclage pour du broyage, concassage pour de la valorisation de matériaux liés au BTP.

L'exploitant rappelle à l'inspection que la rubrique 2515 (broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes) a été déclarée en 2004 (récépissé de déclaration n° 01399 en date du 2 août 2004) comme activité exercée sur cette parcelle. Les travaux de remise en état seront réalisés à la fin de l'exploitation de la zone.

#### **4.3 - Plan topographique - *Constat***

<p>Le plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500<sup>ème</sup> présentant l'ensemble des aménagements du site (végétation etc.) n'a pas été réalisé, ni communiqué au service de la préfecture et à la mairie de la commune.</p> <p>Même si une activité de valorisation de déchets inertes est maintenue sur le site, il convient d'acter la cessation d'activité de l'ISDI en précisant les éventuelles modifications de réaménagement par rapport au dossier initial.</p> <p>Dans ce cadre, l'exploitant est tenu de produire le plan topographique, de le communiquer à la préfecture et au maire de la commune, en précisant les évolutions par rapport au projet initial, notamment le maintien d'une activité de valorisation de matériaux (rubrique 2515).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'autorisation d'exploiter étant échue depuis fin 2023, l'exploitant procède, sous deux mois, à la notification de la cessation d'activité de l'activité de stockage de déchets inertes conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-25 du Code de l'environnement.</p> <p>Sous trois mois, il produit un plan topographique correspondant à l'état final de cette activité conformément à l'article 4.3 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2008 et à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014. Il le communique au maire de la commune et tient informée l'inspection de l'avis du maire.</p> <p>Sous le même délai, il précise les modifications apportées aux conditions de remise en état telles que prévues dans le dossier d'autorisation d'avril 2008.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 4 : Mise à jour du classement des activités du site**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/08/2004, article Annexe à l'article R. 511-9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise à jour du classement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Vérification du régime de l'installation suite à l'évolution de la rubrique 2515 depuis 2004.</p> <p><b>Nota :</b> Si la puissance des machines déclarées dépasse le seuil du régime de la rubrique, un dossier de régularisation doit être constitué.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier auprès de l'inspection la puissance maximale du ou des engins contribuant au fonctionnement de l'installation au titre de la rubrique 2515.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier auprès de l'inspection la puissance maximale du ou des engins contribuant au fonctionnement de l'installation. L'exploitant transmet la ou les plaques d'identification des machines fonctionnant sur l'installation.</p>

<p>plaques d'identification des machines fonctionnant sur l'installation.</p> <p>Il précise également les surfaces de transit et de regroupement des matériaux inertes en attente de valorisation ou valorisés, cette activité étant susceptible de relever de la rubrique 2517 (station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes) de la nomenclature des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois